CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013

Ce mémoire est soumis par :

○ **une organisation** **Nom de l'organisation:** _____

ou

◉ **un individu** **Nom:** Kathleen Lahey, professeure, faculté de droit, Univ. Queen's

Sujet : Emploi, marché du travail et syndicats

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Procéder à une réforme des mesures fiscales fédérales afin 1) de financer les mesures essentielles de soutien à l'emploi, y compris les services de garde et la formation professionnelle, 2) d'éliminer les barrières fiscales qui nuisent à l'emploi des femmes et 3) d'améliorer les services publics et la situation de l'emploi; des mesures qui contribueront à réduire les inégalités et à favoriser une croissance économique durable.

L'entrée continue des femmes sur le marché du travail a été la pierre angulaire de la croissance économique au Canada au cours de la dernière décennie (OCDE), et une réforme des lois fiscales fédérales visant à fournir un soutien essentiel aux emplois rémunérés contribuera à protéger la situation des femmes, des hommes et des jeunes sur le marché du travail et à favoriser par le fait même une croissance durable pour l'avenir.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

autre montant : précisez Revenus supplémentaires d

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Quatre mesures simples permettraient d'augmenter les recettes fédérales de 26,3 milliards de dollars par année :

Rétablissement des taux d'imposition du revenu des sociétés aux niveaux de 2005 : 13,1 milliards de dollars par année désormais disponibles
Élimination du crédit d'impôt fédéral pour dividendes : 6,5 milliards de dollars par année désormais disponibles
Élimination du fractionnement du revenu de pension : 2,0 milliards de dollars par année désormais disponibles
Élimination du transfert des crédits d'impôt entre conjoints : 4,7 milliards de dollars par année désormais disponibles

Augmentation annuelle totale des revenus fédéraux : 26,3 milliards de dollars par année.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

Le rétablissement des taux d'imposition du revenu des sociétés et l'élimination des crédits d'impôt pour dividendes favoriseraient l'augmentation des investissements commerciaux et la concurrence, tandis que l'abolition du fractionnement du revenu de pension et des crédits d'impôt transférables annulerait les pénalités fiscales imposées aux soutiens secondaires des ménages. Les revenus supplémentaires de 26,3 milliards de dollars permettraient au gouvernement fédéral de financer les mesures essentielles de soutien à l'emploi et au marché du travail :

1) Programme national de garderies : 5 milliards de dollars par année
2) Programmes de formation professionnelle : 5 milliards de dollars par année
3) Amélioration des services et de la situation de l'emploi : 11 milliards de dollars sur trois ans

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Les sociétés réinvestiraient leurs bénéfices après impôt dans de nouveaux projets et dans l'innovation au lieu d'utiliser les réductions d'impôt pour financer des paiements de dividendes non viables. Lorsqu'elles occupent un emploi rémunéré, les épouses ou conjointes qui sont le soutien secondaire ne seraient pas pénalisées par la perte d'avantages fiscaux importants accordés au soutien principal ou aux prises avec des coûts de services de garde insoutenables. Un nombre accru de programmes fédéraux d'aide à l'emploi et aux travailleurs, jumelés à une participation accrue du secteur privé dans l'investissement de capitaux et l'emploi, rehausserait le niveau général de l'activité économique durable et les revenus des particuliers.

Sujet : Fiscalité des particuliers

Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Abolir l'imposition combinée du revenu des particuliers

En vertu des règles fédérales actuelles en matière d'impôt sur le revenu et de prestations sociales, le gouvernement fédéral accorde 8,1 milliards de dollars par année en prestations fiscales aux particuliers qui ont un époux ou un conjoint économiquement à charge. Dans 74 % à 88 % des cas, ces avantages sont accordés aux hommes. Les conjoints de sexe féminin « financent » au moins la moitié de ce montant de 8,1 milliards de dollars par année en payant elles-mêmes plus d'impôt. Ce système d'imposition combiné non seulement appauvrit les femmes en faisant en sorte que leur revenu après impôt soit nettement inférieur, mais représente également un obstacle financier artificiel pour les femmes qui gagnent leurs propres revenus.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

autre montant : précisez — 4 milliards de dollars par an

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

En supprimant de nombreux éléments du système d'imposition combinée et des prestations qui procurent aux salariés principaux cet avantage fiscal de 8,1 milliards de dollars, le gouvernement fédéral économiserait au moins 4 milliards de dollars par année.

En outre, les soutiens secondaires, qui sont en grande majorité des femmes, gagneraient près de 4 milliards de dollars de plus en revenus après impôt et les pénalités fiscales qui leur sont imposées du fait qu'elles occupent un emploi rémunéré seraient bien moindres.

Si ce principe s'appliquait également aux prestations versées après vérification des ressources, le revenu après impôt des femmes et des familles serait même plus élevé et pourrait représenter jusqu'à 2 000 $ de plus de revenus annuels après impôt par femme.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Les femmes qui souhaitent occuper un emploi rémunéré seraient les principales bénéficiaires de ces changements. Afin de s'assurer que les femmes à faible revenu bénéficient de la même façon de l'imposition individuelle, les prestations fédérales versées après vérification des ressources devraient être modifiées de façon à abolir également les vérifications dans le système d'imposition combinée.

Cette modification avantagerait les ménages en offrant à chaque individu une chance égale de gagner un revenu convenable et permettrait aux femmes d'accumuler davantage de crédits en vertu du Régime de pensions du Canada (RPC) et du régime de l'assurance-emploi (AE) et d'épargner davantage en prévision de leur retraite, réduisant ainsi leur dépendance économique à l'égard du mari ou du conjoint.

L'économie dans son ensemble bénéficierait de l'accès plus libre et non pénalisé des femmes à un travail rémunéré.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

L'élimination de tous les obstacles liés à l'imposition combinée qui nuisent aux femmes occupant un emploi rémunéré permettrait à toutes les femmes de choisir leur niveau d'emploi en fonction de leurs préférences et de leurs capacités plutôt qu'en fonction des répercussions fiscales que cela pourrait avoir sur le revenu après impôt de leurs époux ou conjoints. Une recherche de l'OCDE et du FMI a démontré que les pays dont le niveau d'emploi chez les femmes est plus élevé sont plus stables économiquement durant les crises, et que l'augmentation du nombre d'emplois rémunérés chez les femmes augmentait leur accès à des filets de sécurité, y compris un régime de pension, l'assurance-emploi, la formation professionnelle, des normes d'emploi, des indemnisations en cas d'accident au travail et des instruments d'épargne donnant droit à une aide fiscale, et réduisait les coûts de la pauvreté pour les gouvernements.

Sujet : Emploi, marché du travail et syndicats

Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Élargir les protections législatives et celles relatives aux droits de la personne contre la discrimination en milieu de travail et gouvernementale qui se fonde sur le sexe, la race, l'ascendance autochtone, le handicap, la pauvreté et le statut d'immigrant.

Au cours de la dernière décennie, le travail à temps partiel, temporaire et intermittent et la diminution des avantages se sont accrus, et les membres les plus vulnérables de la population active sont de plus en plus nombreux à évoluer dans un contexte professionnel stratifié. L'amélioration des normes régissant le milieu de travail, de même qu'une interdiction plus stricte de la discrimination dans le recrutement, le maintien en emploi, les avantages, les mises à pied et la cessation d'emploi, favoriseraient l'égalité d'accès à des emplois bien rémunérés à un salaire convenable.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$500 millions-999.9 millions

3 ans

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Les réformes fiscales proposées dans la recommandation 1 ci-dessus procureraient une flexibilité budgétaire suffisante pour mener à bien le travail de réforme de la politique nécessaire à la mise en œuvre de cette recommandation, et pour mener à bien la mise en œuvre et l'application efficaces des changements qui en résulteraient.

Avec le temps, l'égalité économique accrue compensera ces coûts initiaux en permettant à un plus grand nombre d'individus d'obtenir un emploi rémunéré décent. Le ministère de la Justice dispose d'un nombre important d'avocats d'expérience, et leurs activités seraient plus productives sur le plan économique s'ils consacraient plus d'efforts à défendre les droits en matière d'emploi qu'à défendre la discrimination.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Le nombre de travailleurs vulnérables avantagés par la mise en œuvre de cette recommandation est probablement assez grand. Le sous-emploi et le chômage chez les jeunes sont un problème nouveau et grandissant; les compétences des travailleurs immigrants sont souvent sous-utilisées en raison de divers préjugés; la discrimination à l'égard des Autochtones, des personnes handicapées et des personnes racialisées est un problème qui perdure; et les femmes appartenant à chacun de ces groupes ont plus de difficultés que les hommes. Cette recommandation favoriserait le droit de chaque individu d'avoir un accès égal à un emploi rémunéré offrant une plus grande sécurité ou à une entreprise.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

En fin de compte, les répercussions découlant d'un niveau de discrimination réduit dans tous les aspects liés à l'emploi, au public ou au privé, seraient la réduction des inégalités entre les groupes, la réduction des coûts liés à la pauvreté pour le gouvernement et l'accès accru à l'activité économique durable. Ces répercussions favoriseraient en retour un développement économique durable au Canada et un meilleur fonctionnement en général.

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

La discrimination persistante fondée sur le sexe dans toutes les formes de relations économiques a privé artificiellement près de la moitié de la population du Canada – soit les femmes – de l'accès aux bassins de capital, aux postes de direction, aux activités innovatrices et au travail indépendant, et aussi aux secteurs scientifiques qui génèrent le plus souvent l'innovation, et par conséquent la productivité, sans oublier les postes de décideurs politiques pouvant favoriser l'égalité d'accès aux ressources productives. Les jeunes, les Autochtones, les immigrants et les personnes handicapées se heurtent également à des préjugés qui perdurent sur le marché du travail et dans les programmes. Il est maintenant bien connu (OCDE et ONU) que le taux de pauvreté a augmenté rapidement au Canada, malgré le fait qu'il figure au rang des pays les plus riches de la planète.

L'OCDE, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Communauté européenne ont systématiquement mis en évidence l'existence d'une corrélation étroite entre l'égalité, la croissance économique et la stabilité économique. L'égalité des sexes revêt une importance particulière dans toutes ces études. Compte tenu du fait que le Canada est celui, parmi les pays membres de l'OCDE, qui soutient le moins les services de garde et l'éducation de la petite enfance et qu'il s'affaire à supprimer ou à annuler une gamme d'autres mesures importantes de soutien à la participation économique des femmes, les mesures les plus favorables à la croissance qu'il pourrait prendre maintenant seraient de financer un programme national accessible et abordable de garderies et d'appliquer simultanément la discrimination positive à l'égard des femmes dans l'attribution des emplois et des contrats. La viabilité économique des femmes est essentielle à la stabilité économique individuelle et à celle des ménages, ainsi qu'au bien-être et à la croissance économique nationale. Ne pas prendre ces mesures essentielles signifie priver le Canada des taux de croissance et des tendances dont il a profité auparavant et dont il pourrait facilement tirer profit à nouveau.

La promotion de l'égalité économique ne peut incomber uniquement aux gouvernements. Les réductions importantes de l'impôt des sociétés ont permis aux entreprises canadiennes d'accumuler des liquidités à un rythme sans précédent depuis 2008, et le taux d'investissement de ces entreprises est demeuré faible malgré la supposée reprise économique. La raison est simple. Tant et aussi longtemps que les bénéfices importants après impôt permettront aux entreprises de garder leurs actionnaires heureux avec des augmentations graduelles des crédits d'impôt pour dividendes et des dividendes donnant droit à des crédits d'impôt, les actionnaires ne se soucieront pas du manque d'investissements innovateurs et favorisant la croissance, et les entreprises canadiennes non plus. Cette tendance est renforcée par l'absence de représentation égale et diverse des sexes dans les conseils d'administration des entreprises, parmi les directeurs généraux et les employés de première ligne. L'augmentation du fardeau fiscal des sociétés stimulera la recherche du profit; l'application des crédits d'impôt pour emploi stimulera la création d'emplois; et la mise en place de mesures de protection solides en milieu de travail cimentera la loyauté des employés et favorisera le perfectionnement professionnel. Il faut également soulager les ménages des pressions imposées par le déséquilibre qui prévaut en matière de taux d'imposition et de crédits d'impôt. Les avantages fiscaux combinés accordés aux individus à revenus élevés utilisent littéralement les revenus gouvernementaux précieux qui pourraient servir à financer des incitatifs fiscaux destinés aux ménages à revenu unique, malgré la plus grande profondeur économique et la viabilité des ménages à double revenu.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.